

# Edito

## Congo : hold-up sur l'Assemblée et la Présidence

Par Marie-France Cros

**N**ous avons aujourd'hui un Sénat qui a dépassé de trois ans le mandat qui lui a été attribué; le ciel n'est pas tombé sur nos têtes", a déclaré, la semaine dernière, le porte-parole du gouvernement de Kinshasa, Lambert Mende. Il justifiait ainsi la perspective de voir le président Kabila se maintenir à la tête de l'Etat bien au-delà de la fin de son second et dernier mandat autorisé, grâce à la modification de la loi électorale qui a été votée en catimini, dans la nuit de samedi à dimanche, par les députés nationaux.

Il faut cependant rappeler que si le Sénat n'a pas été remplacé en 2011-12, comme prévu légalement, c'est parce que les autorités ont arrêté le processus électoral devant le tollé suscité par les élections frauduleuses et "non crédibles", selon les observateurs,

du chef de l'Etat et des députés nationaux. Kinshasa n'avait pas refait ces élections non valides ou suspendu leurs résultats, elle avait supprimé les autres scrutins. Se prévaloir de cette violation constitutionnelle pour justifier ce qui se passe aujourd'hui est donc un argument irrecevable.

Et ce qui se passe aujourd'hui, c'est que des députés élus de manière "non crédible" ont majoritairement accepté une manœuvre qui retardera de plusieurs années le moment où le peuple votera pour les renouveler, ce qui leur permettra de rester au pouvoir aussi longtemps que Joseph Kabila.

Le vote subreptice de la nuit de samedi à dimanche est donc un véritable hold-up sur le pouvoir à Kinshasa, qui ne peut, malheureusement, qu'encourager les réactions violentes dans le pays.